



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

19 | Été 2008

L'Europe humanitaire en question(s)

Les prix flambent, les pauvres trinquent

Pierre Antonios



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/488>

ISBN : 978-2-918362-37-1

ISSN : 2105-2522

Éditeur

Médecins du Monde

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2008

ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Pierre Antonios, « Les prix flambent, les pauvres trinquent », *Humanitaire* [En ligne], 19 | Été 2008, mis en ligne le 13 octobre 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/488>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

Les prix flambent, les pauvres trinquent

Pierre Antonios

- 1 Succédant à des décennies de relative stabilité des prix, l'effervescence qui agite aujourd'hui les marchés alimentaires mondiaux ne laisse pas d'inquiéter. Les prix des denrées alimentaires grimpent et grimpent encore. La nette amélioration du pouvoir d'achat dans les pays émergents – ce que l'on appelle, parfois, la revanche du Sud – n'est pas la seule en cause. Les prix flambent dans un contexte d'approvisionnements précaires, de spéculation effrénée, d'une offre qui s'essouffle et d'une demande exacerbée par la production de biocarburants alors que les réflexes protectionnistes refont surface. Et que dire des bonds spectaculaires des cours du baril de pétrole sinon qu'ils bouleversent les économies nationales et plongent les pays pauvres dans une situation encore plus dramatique ?
- 2 « Nous sommes au XXI^e siècle. Nous devons et nous pouvons nourrir la planète et nous ne le faisons pas. Toutes les 30 secondes, un enfant meurt de faim dans le monde. Chaque jour, 25 000 êtres humains perdent la vie parce qu'ils ont faim. Il y a plus de 850 millions de personnes qui souffrent de la faim. Nous ne pouvons pas l'accepter ». C'est en ces termes que s'exprimait Nicolas Sarkozy lors du Sommet sur la crise alimentaire mondiale de la FAO (3-5 juin 2008, Rome).
- 3 Aujourd'hui, tout le monde est convaincu qu'il faudra doubler la production alimentaire mondiale d'ici à 2050 pour répondre au défi que constitue l'augmentation de la demande. Mais a-t-on vraiment pris le taureau par les cornes ? Il faut croire qu'il reste encore beaucoup à faire. Et pour commencer, certaines mesures s'imposent d'urgence pour calmer les marchés alimentaires mondiaux. Des mesures qui dépassent les capacités individuelles des Etats et qu'il faudra continuer à traiter par le biais d'accords régionaux et internationaux.
- 4 Bien que la communauté internationale ait pris conscience de la nécessité de faire progresser la sécurité alimentaire dans le monde, les pays riches, préoccupés d'abord par leurs problèmes internes, ne sont pas en mesure de délaisser certains choix politiques et économiques pour opérer le virage à 180 degrés dont rêvent parfois les populations pauvres du Sud. Peut-on vraiment espérer, dans les circonstances actuelles, que les

subventions à l'agriculture dans les pays du Nord disparaissent d'un coup de baguette magique ? N'assiste-t-on pas à d'autres formes de subventions ou à des aides accrues à certains secteurs mis à mal par la flambée des prix des carburants, notamment la pêche en mer ? Pourra-t-on convaincre certains pays de réduire notablement leur production de biocarburants ? Comment contrôler les marchés à terme et contrer la spéculation ?

- 5 Selon les experts, s'il est possible d'augmenter notablement la production de denrées alimentaires au niveau mondial, il est douteux que les prix reculent dans le contexte économique international actuel.
- 6 Selon un rapport récent de la FAO, les prix des produits agricoles ont fortement augmenté en 2006 et 2007 et accusé une hausse encore plus marquée au cours du premier trimestre 2008. L'indice FAO des prix alimentaires a augmenté en moyenne de 8 % en 2006 par rapport à l'année précédente, mais de 24 % en 2007 par rapport à 2006. Actuellement, la hausse de la moyenne de l'indice pour les trois premiers mois de 2008 par rapport au premier trimestre 2007 s'établit à 53 %. L'envolée persistante des prix est due principalement aux huiles végétales, qui ont enregistré une hausse de plus de 97 % durant la même période, suivies par les céréales (87 %), les produits laitiers (58 %) et le riz (46 %). Les prix du sucre et de la viande ont également augmenté, mais dans une moindre proportion.
- 7 Dans cette atmosphère d'envolée des prix, on assiste à une profusion de conseils prodigués aux gouvernements des pays pour les aider à minimiser les coûts et optimiser les profits dans la conjoncture actuelle. Parmi ces conseils, citons : l'élimination des subventions et des mesures provoquant des distorsions sur les marchés, le soutien aux franges vulnérables de la population (notamment transferts d'argent liquide, programmes de nutrition, programmes pour les personnes âgées et les malades), l'amélioration des infrastructures rurales et le développement des marchés (meilleur accès aux semences, engrais et autres intrants ainsi qu'au crédit) et l'encouragement aux investissements privés non seulement dans l'agriculture primaire mais aussi dans la logistique, le stockage et l'agro-alimentaire (traitement, transformation, distribution).
- 8 Au Sommet de Rome en juin 2008, la primauté de l'agriculture n'a échappé à personne et tout le monde était convaincu de l'importance d'une aide encore plus substantielle à ce secteur vital. Pour les dirigeants des pays pauvres, la priorité doit être accordée au développement des agricultures locales. La plupart des exploitants agricoles dans ces pays n'ont pas accès aux intrants agricoles de base et ne disposent pas des moyens financiers pour les acquérir. La hausse des cours du pétrole et ses répercussions sur les prix de ces intrants ont rendu leur situation encore plus difficile.
- 9 Pour sa part, parallèlement à l'assistance technique au long cours qu'elle prodigue aux pays en matière agricole, la FAO a lancé en décembre 2007, son *Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires*, financée sur ses fonds propres à hauteur de 17 millions de dollars.
- 10 Ces fonds serviront à couvrir les besoins immédiats des petits agriculteurs dans certains pays parmi les plus pauvres : il s'agit de semences, d'engrais, d'outils agricoles et d'autres intrants qui permettront d'assurer le succès des campagnes agricoles en cours et futures. L'objectif principal consiste à faire en sorte que les paysans pauvres puissent profiter de la hausse des prix. De plus, l'accroissement de la production agricole devrait améliorer les quantités de denrées disponibles localement, ce qui devrait entraîner une régression des prix sur les marchés locaux. Cela est particulièrement important dans les pays à faible

revenu qui dépendent fortement des importations pour couvrir leurs besoins en denrées alimentaires.

- 11 Les pays les plus touchés, plus particulièrement en Afrique, auront besoin de beaucoup plus – au total 1,7 milliards de dollars pour la même période – pour entamer la relance de leurs systèmes agricoles négligés durant plusieurs décennies. Mais au niveau mondial, pour éradiquer le fléau de la faim, il faudrait investir 30 milliards de dollars par an, selon les experts.
 - 12 En conclusion, et pour reprendre les récents propos de José Maria Sumpsi, sous-directeur général de la FAO, « la flambée des prix enregistrée cette année n'est que le symptôme d'une maladie due à des années de négligence de l'agriculture mondiale. Ce déséquilibre menace désormais les vies des populations les plus pauvres et vulnérables qui ne peuvent plus se permettre d'acheter de la nourriture ».
-

RÉSUMÉS

L'auteur expose la position de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à propos de la crise alimentaire mondiale sévissant en 2008

INDEX

Mots-clés : Crise alimentaire, Financement, Pauvreté

AUTEUR

PIERRE ANTONIOS

Pierre Antonios est attaché de presse à la FAO depuis 1989.